Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-et-l-Italie-des

5 décembre 2012

Le nucléaire et l'Italie des référendums

En novembre 1987, les Italiens avaient dit pour la première fois "non" au nucléaire par référendum. Celui-ci avait eu lieu dans le sillage de la catastrophe de Tchernobyl, mais à l'époque, le mouvement antinucléaire était fort et ce référendum concluait un cycle de luttes qui allaient grandissantes, vu les projets de construction de nouvelles centrales entre 1981 et 1985, et qui virent l'opposition aguerrie de nombreuses communautés territoriales du nord à l'extrême sud du Salento.

Le référendum du 13 juin 2011 semble répéter un contexte analogue au précédent car il s'est déroulé quelques semaines après l'énième catastrophe : celle de Fukushima. Cependant, ce référendum avait été lancé un an avant l'accident japonais. Les signatures nécessaires à ce qu'un référendum national soit organisé (il en faut au moins 700 000 pour avoir la certitude d'être pris en considération par la Cour Constitutionnelle) ont été recueillies dans une phase de reflux des mouvements écologistes, et l'on peut affirmer que rien ne s'est joué sur l'onde "émotive". Aussi bien avant qu'après Fukushima, les partis, les organisations maffieuses des entrepreneurs et le puissant lobby nucléaire ont tout tenté pour empêcher la consultation électorale, lors de laquelle 94 % des Italiens se sont prononcés, à nouveau, contre le nucléaire.

Durant ces 3 dernières années, le mouvement écologiste était pratiquement dissous, fragmenté en mille petites "boutiques" ayant des intérêts électoraux ou économiques. En contraste avec le reste de l'Europe, aucun parti "vert" ou "vert-rouge" n'a réussi à entrer au Parlement européen et la formation des Verts n'a pas réussi à entrer au Parlement italien. Concernant les mouvements, la seule nouveauté était représentée par RNA (la Rete Nazionale Antinucleare), qui depuis 2009 a donné l'élan aux mobilisations du Chernobyl Day (le 26 avril de chaque année) en Italie. Mais il s'agissait d'une formation trop récente, qui, bien que n'ayant aucun intérêt électoral, a toujours été attaquée car incontrôlable par le régime.

Dans le sillage des mouvements contre la privatisation de l'eau, est intervenu un parti politique de formation récente, l'IDV (Italia dei Valori), guidé par un ex-magistrat connu pour ses enquêtes anti-corruption et qui, fort des 8 % obtenus aux élections européennes en 2009, a annoncé son intention de mener sa propre bataille contre le retour au nucléaire, devenant promoteur d'un référendum. L'IDV est un parti de centre-droit, libéral, bien que dans l'opposition à Berlusconi. Il s'est considérablement renforcé en s'appropriant (ou en manipulant) de nombreuses instances, thèmes et initiatives que la gauche traditionnelle avait abandonnés depuis longtemps, jusqu'à en récupérer une grande partie de l'électorat.

D’où la méfiance initiale de nombreux mouvements et formations écologistes pour soutenir la campagne de collecte de signatures nécessaires pour obtenir le référendum. Cependant, avec 8% de l’électorat derrière lui, l’IDV avait la capacité politique et institutionnelle de soutenir la campagne référendaire et a réussi à obtenir le nombre de signatures nécessaires pour présenter le référendum. Forts de l’événement et de la situation de fait, les mouvements ont pris position et ont soutenu l’opportunité référendaire antinucléaire conjointement aux deux autres référendums contre la privatisation de l’eau et un quatrième référendum qui visait l’abrogation d’une loi absurde permettant l’impunité pénale du président du conseil (Berlusconi).

Après le référendum restent irrésolus de nombreux autres problèmes, concernant le nucléaire civil et militaire : les bombes atomiques des bases de l’OTAN, principalement en Vénétie ; les expérimentations à l’uranium appauvri dans les bases de Sardaigne ; les dépôts et les transports des déchets nucléaires hérités des centrales fermées. Et, pour finir, le drame des décharges de déchets toxiques, nuisibles et nucléaires reversés dans toutes les mers italiennes, illégalement, depuis 50 ans.

Massimo Greco

(RNA Italia),
traduit par Fabienne Melmi (RNA International)

Lire également sur notre site internet l’article "Référendum en Italie - 94 % des votants rejettent la relance du nucléaire" : https://www.sortirdunucleaire.org/Referendum-en-Italie-94-des